



FONDS COMO

Siège social : 27/33, avenue Paul Doumer – 75016 Paris
Fonds de dotation

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



RSM Paris
26, rue Cambacérès
75 008 Paris
France
Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00
Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

www.rsmfrance.fr

FONDS COMO

Siège social : 27/33, avenue Paul Doumer – 75016 Paris
Fonds de dotation

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Administrateurs du Fonds de dotation FONDS COMO,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation FONDS COMO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 14 juin 2024

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mohamed BENNANI', is written over a horizontal line.

Mohamed BENNANI

Associé

BILAN ACTIF

En €	N			N-1
	Brut	Amort. et prov.	Net	
Actif Immobilisé				
Immobilisations incorporelles (1)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. Incorp.				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Install. Tech., mat. Et out. Indus.				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donat.				
Immobilisations financières (2)				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE				
Actif circulant				
Stocks				
Matières premières et approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances				15 000
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	13 731		13 731	
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance				
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des oblig.				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	13 731		13 731	15 000
TOTAL ACTIF	13 731		13 731	15 000
Renvois :				
(1) Dont droit au bail :				
(2) Dont part à moins d'un an :				
(3) Dont part à plus d'un an :				

BILAN PASSIF

En €	N	N-1
FONDS PROPRES		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	15 000	15 000
Donations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	15 000	15 000
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	- 2 000	
Excédent / déficit de l'exercice	- 535	- 2 000
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	- 2 535	- 2 000
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL FONDS PROPRES	12 465	13 000
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des éab. De crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 267	2 000
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	1 267	2 000
TOTAL PASSIF	13 732	15 000
Renvois :		
(1) Dettes :		
	à plus d'un an	
	à moins d'un an	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :		
(3) Dont emprunts participatifs :		

COMPTE DE RESULTAT

En €	N	N-1
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens		
Ventes de prestations de services		
Dont parrainages		
Subventions d'exploitation		
Vtes des fondateurs ou conso. de la dot. Consomptible		
ressources liées à la générosité du public		
Dont les dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont legs, donations, et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amort. et prov., transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Total des produits d'exploitation I		
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Autres achats et charges externes	536	2 000
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations d'exploitation sur immo. - dot. Aux amort.		
Dotations d'exploitation sur immo. - dot. Aux prov.		
Dot. d'exploitation sur actif circulant : Dot. Aux prov.		
Dot. d'exploit. pour risques et charges : Dot. Aux prov.		
Autres charges		
Total des charges d'exploitation II	536	2 000
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-536	-2 000
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Pdts des autres val. Mob. Et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés (5)		
Reprises sur prov. Et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de VMP		
Total des produits financiers III		
Charges financières		
Dotations financières aux amort., dép. et prov.		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Total des charges financières IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		
RESULTAT COURANT (I - II + III - IV)	-536	-2 000

En €	N	N-1
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opération de gestion		
Produits exceptionnels sur opération en capital		
Rep. Sur provisions, dépréciations et transf. De chges		
Total des produits exceptionnels V		
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
Dotations aux amort., aux dépréciations et aux prov.		
Total des charges exceptionnelles VI		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Report des ressources non utilisées des ex. anté.		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Total des produits (I + III + V)		
Total des charges (II + IV + VI + VII)		
EXCEDENT OU DEFICIT	-536	-2 000
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total contrib. Volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total charges des contributions volontaires en nature		

Annexes

A- Préambule

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du fonds de dotation.

B- Présentation de l'entité

Fonds Como est un fonds de dotation régie par la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le décret n°2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation et les présents statuts.

Le fonds a pour objet :

- Toute action d'intérêt général contribuant à l'hébergement, la protection, l'accompagnement, l'éducation, l'enseignement, la mobilité, le transport, la santé et plus généralement aux conditions de vie des étudiants, des malades ou toute personne se trouvant dans une difficulté ou morale, de quelques nationalités qu'ils soient, tant en France qu'à l'étranger ;
- Toute action d'intérêt général visant à promouvoir, développer et aider de quelque manière que ce soit l'enseignement, l'éducation, la recherche, la culture, l'éducation artistique et le développement artistique.

Les moyens d'action du fonds sont :

- L'acquisition, la gestion et la mise à disposition du patrimoine mobilier et immobilier nécessaire directement ou indirectement à la réalisation de son objet ;
- Le financement d'hébergement, de transports, de soins, de frais d'hospitalisation et la fourniture de moyens de subsistance à destination des étudiant et des personnes malades en difficultés ;
- Le financement de formations destinées à des personnes en difficultés ;
- L'attribution de bourses ou de prix à des étudiants ou a des personnes en difficultés afin de leur permettre de réaliser un projet professionnel, culturel ou artistique ;
- Le financement de projets culturels ou artistiques ;
- Enfin des actions de coopération avec des organisations humanitaires et le soutien en faveur de la protection de l'enfance.

C- Faits majeurs de l'exercice et évènements post-clôture

Faits majeurs

Pas de faits majeurs au cours de l'exercice.

Evènements post-clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler après la clôture jusqu'à l'approbation des comptes par le Conseil d'administration.

D- Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Comparabilité et continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'élaboration et la présentation des comptes annuels ont été effectuées conformément aux principes comptables généralement admis en France selon la réglementation en vigueur résultant des arrêtés du Comité de la réglementation comptable.

Les comptes de l'exercice ont ainsi été arrêtés, conformément aux dispositions du Règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif au plan comptable des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Faits générateurs et modalités d'enregistrement comptable

Les actifs et passifs provenant de legs ou donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation ou à la date d'entrée en jouissance de la libéralité si celle-ci est postérieure, ou à la date de levée de la dernière condition suspensive.

La contrepartie est inscrite en produits, sauf s'il existe une stipulation du testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres du fonds de dotation.

Les actifs des legs ou donations sont enregistrés au bilan sur la base de leur valeur vénale et selon leur nature dans des rubriques spécifiques :

- Les espèces, les actifs bancaires et financiers ou les parts ou actions et assimilées sont comptabilisés dans un compte spécifique « créances reçues par legs ou donations ». Leur transfert dans les comptes par nature est fait à la date de la réception des fonds ou de transfert effectif ;
- Les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision sont comptabilisés dans des comptes d'actifs par nature ;
- Les biens autres que les espèces, les actifs bancaires et financiers ou les parts ou actions et assimilées, et destinés à être cédés sont isolés dans un compte spécifique sur la base de leur valeur vénale à la date de l'acceptation de la libéralité par le Conseil d'administration. Ils sont comptabilisés dans une rubrique de comptes spécifique « biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ». Les biens destinés à être vendus ne sont pas amortissables et un test de dépréciation est effectué à la clôture de l'exercice sur les biens présentant un indice de perte de valeur. En cas de perte de valeur une dépréciation est alors constatée.

Les passifs des legs ou donations sont enregistrés au bilan selon des rubriques spécifiques :

- Les passifs qui correspondent aux dettes du testateur ou donateur, sont isolés dans un compte spécifique « dettes des legs ou donations » ;
- Les engagements que s'engage à assumer le fonds de dotation, en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation, et qui constituent les obligations stipulées par le testateur ou le donateur, sont provisionnés dans un compte spécifique « provisions pour charges sur legs ou donations ».

Règles et méthodes comptables

1- Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et frais accessoires) et sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément.

NATURE	DUREE
Concessions, brevets et droits similaires	2 à 5 ans
Terrains	Non amortis
Constructions et installations générales	
Constructions	25 à 50 ans
Menuiseries extérieures et ravalement	10 à 25 ans
Ravalement et amélioration	10 à 25 ans
Electricité, plomberie et ascenseur	10 à 25 ans
Chauffage	15 à 20 ans
Etanchéité et toiture	5 à 25 ans
Installations techniques	3 à 15 ans
Agencement, aménagement	5 à 15 ans
Matériel bureau et Informatique	2 à 5 ans
Mobilier de bureau	3 à 10 ans
Œuvres d'art	5 à 15 ans

2- Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comptabilisées au coût d'acquisition. Le prix d'achat est constitué du prix d'achat majoré des coûts directement attribuables dont la commission de souscription (Plan comptable général, art.221-1 renvoyant à l'art.213-8).

Les titres de participations font l'objet d'une évaluation qui donnera lieu une dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

Les prêts octroyés font l'objet d'une dépréciation à hauteur des montants échus et non remboursés à la clôture de l'exercice.

3- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

E- Tableau de variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

En €	Situation à l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation		Diminution ou consommation	Situation au 31/12/23
			Montant	Dont générosité du public		
Fonds associatifs sans droit de reprise	15 000					15 000
dont						
Fonds statutaires	15 000					15 000
Leg et donations avec contrepartie actifs immobilisés						
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables						
Autres fonds propres sans droit de reprise						
Fonds propres avec droit de reprise						
Fonds propres statutaires						
Dotations non consommables initiales - FAP						
Dotations non consommables initiales - Fondation abritée						
Fonds propres complémentaires						
Dotations non consommables complémentaires						
Réserves						
Réserves pour développement et investissement social						
Réserves pour projets associatifs						
Réserves pour projet de l'entité						
Report à nouveau		-2 000				-2 000
Excédent ou déficit de la période	-2 000					-536
Situation nette	13 000					12 464
Subventions d'investissement						
Total Fonds propres	13 000					12 464

F- Compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat – contributions volontaires

Fonds Como n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire sur l'exercice.

G- Régime fiscal

Le 5 de l'article 206 du CGI, dans sa rédaction issue de l'article 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008, précise que « les fonds de dotation dont les statuts ne prévoient pas la possibilité de consommer leurs dotations en capital » sont placées hors du champ d'application de l'impôt sur les sociétés à taux réduit prévu à ce même article. Tel est le cas pour Fonds Como.

H- Engagements hors bilan

Néant

I- Effectifs

Néant

FONDS COMO

Fonds de dotation régi par l'article 140 de la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008
et les textes subséquents

Siège social : 27/33 avenue Paul Doumer – PARIS 16^{ème}

RAPPORT D'ACTIVITE DU FONDS DE DOTATION

sur le deuxième exercice clos le 31 décembre 2023

Madame, Messieurs,

Crée le 25 mars 2021, le fonds de dotation FONDS COMO a pour vocation de contribuer à l'hébergement, la protection, l'accompagnement, l'éducation, l'enseignement, la mobilité, le transport, la santé et plus généralement aux conditions de vie des étudiants, des malades ou toute personne se trouvant dans une difficulté matérielle ou morale, de quelques nationalités qu'ils soient, tant en France qu'à l'étranger ainsi qu'à promouvoir, développer et aider de quelque manière que ce soit l'enseignement, l'éducation, la recherche, la culture, l'éducation artistique et le développement artistique.

Les moyens d'action du fonds sont :

- L'acquisition, la gestion et la mise à disposition du patrimoine mobilier et immobilier nécessaire directement ou indirectement à la réalisation de son objet,
- Le financement d'hébergement, de transports, de soins, de frais d'hospitalisation et la fourniture de moyens de subsistance à destination des étudiants et des personnes malades en difficultés,
- Le financement de formations destinées à des personnes en difficultés,
- L'attribution de bourses ou de prix à des étudiants ou à des personnes en difficultés afin de leur permettre de réaliser un projet professionnel, culturel ou artistique,
- Le financement de projets culturels ou artistiques,
- Enfin des actions de coopération avec des organisations humanitaires et le soutien en faveur de la protection de l'enfance.

oOo

Les affaires du fonds de dotation sont réglées par son Conseil d'Administration qui définit sa stratégie et arrête son programme d'action. Il est composé de quatre membres, qui ont été désignés dans les statuts pour une durée non limitée, savoir :

- Monsieur Oussama KADDOURAH qui est également Président du fonds,
- Madame Lyne KADDOURAH qui est également Secrétaire du fonds,
- Monsieur Karim KADDOURAH qui est également trésorier du fonds
- Monsieur Ronald BADARO.

La société RSM PARIS est Commissaire aux Comptes.

.../...

oOo

Le fonds de dotation n'a pas encore eu d'activité depuis sa création.

Il n'a enregistré aucun produit au cours de son deuxième exercice et ses charges s'élèvent à 536 €.

Il n'a bénéficié d'aucun don au cours de cet exercice, de sorte que son bilan au 31 décembre 2023 fait apparaître au passif, la dotation non consommable du fondateur, soit 15.000 €, 2.535 € de déficit et de report à nouveau et 1.267 € de dettes à l'égard des fournisseurs.

A l'actif, figurent des disponibilités pour 13.731 €.

A date d'établissement du présent rapport, le fonds n'a toujours pas eu d'activité et aucun événement significatif n'est à signaler.

Le Président,



O. KADDOURAH

FONDS COMO

Fonds de dotation régi par l'article 140 de la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008
et les textes subséquents

Siège social : 27/33 avenue Paul Doumer – PARIS 16^{ème}

==_==_==_==

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 27 JUIN 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le jeudi vingt-sept juin, à dix-huit heures.

Les membres du Conseil d'Administration du Fonds de dotation "FONDS COMO" se sont réunis au siège social sur convocation du Président.

- Monsieur Oussama KADDOURAH, Président et Administrateur, est présent.
- Monsieur Karim KADDOURAH, Trésorier et Administrateur, est présent.
- Madame Lyne KADDOURAH, Secrétaire et Administratrice, est présente.
- Monsieur Ronald BADARO, Administrateur, est présent.

Monsieur Oussama KADDOURAH préside la séance en sa qualité de Président.

La société RSM PARIS, Commissaire aux Comptes, est absente excusée.

Le Président constate que la moitié au moins des Membres du Conseil d'Administration étant présent, le Conseil peut valablement délibérer.

Le Président dépose alors sur le bureau et met à la disposition des membres du Conseil d'Administration :

- les statuts du Fonds de dotation,
- le rapport d'activité du Fonds de dotation,
- les rapports du Commissaire aux Comptes,
- le texte des résolutions proposées,

Le Président rappelle ensuite que le Conseil d'Administration est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Présentation du rapport d'activité du Fonds de dotation,
- Présentation des rapports du Commissaire aux Comptes,



O. K.

- Approbation, s'il y a lieu, des conventions faisant l'objet du rapport spécial du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes du deuxième exercice clos le 31 décembre 2023,
- Affectation du résultat,
- Questions diverses.

Le Trésorier soumet au Conseil le bilan et le compte de résultat de l'exercice.

Le Président soumet également au Conseil le projet de rapport exposant l'activité du Fonds de dotation.

Il est ensuite donné lecture des rapports du Commissaire aux Comptes.

Ces lectures terminées, le Président ouvre la discussion et demande aux Membres du Conseil s'ils ont des questions à poser sur les comptes ou s'ils souhaitent des précisions complémentaires sur tel ou tel des points qui viennent d'être traités.

Les personnes interrogées s'étant déclarées suffisamment informées par les rapports lus à l'assemblée, et après divers échanges de vues entre les Membres, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

Première Résolution

Le Conseil d'Administration approuve le rapport sur l'activité du Fonds de dotation établi par le Président.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.612-5 du Code de Commerce, déclare en approuver les conclusions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième Résolution

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu la lecture :

- du rapport sur l'activité pendant le deuxième exercice clos le 31 décembre 2023 et sur les comptes dudit exercice,
- des rapports du Commissaire aux Comptes sur l'exécution de sa mission au cours de cet exercice,

approuve l'ensemble des comptes dudit exercice, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

 O. K.

Quatrième Résolution

Le Conseil d'Administration décide d'affecter au report à nouveau le déficit net de l'exercice clos le 31 décembre 2023 qui s'élève à 535,50 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

oOo

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée à dix-huit heures et trente minutes.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'O' followed by a series of loops and a final vertical stroke.

O. KADDOURAH

